

Réorienter l'Europe

Le véritable enjeu : La Banque centrale européenne

Yves Dimicoli

Qu'expriment les critiques nouvelles adressées au Pacte de stabilité par certains milieux dirigeants européens, et non des moindres ? Elles renvoient d'abord au contexte économique d'ensemble caractérisé par les difficultés persistantes de la conjoncture et l'accentuation des problèmes systémiques dont témoignent, par exemple, les effondrements boursiers et la relance des antagonismes sociaux et internationaux avec le chômage.

Qu'expriment les critiques nouvelles adressées au Pacte de stabilité par certains milieux dirigeants européens, et non des moindres ? Elles renvoient d'abord au contexte économique d'ensemble caractérisé par les difficultés persistantes de la conjoncture et l'accentuation des problèmes systémiques dont témoignent, par exemple, les effondrements boursiers et la relance des antagonismes sociaux et internationaux avec le chômage.

TOUTES
LES
CONTRAINTES
DE LA
CONSTRUCTION
EUROPÉENNE
S'AVÈRENT
INTENABLES

Or, que de promesses ont accompagné le passage à l'euro présenté comme l'ultime clef vers la félicité après des années d'austérité pour cause de convergence maastrichtienne ! Et que d'illusions ont été cultivées avec l'expansion des années 1999 et 2000 dans les pays les plus développés !

On nous annonçait alors une très longue période de croissance et le retour au « plein emploi » en 2010 par la seule vertu des nouvelles technologies !

Contrairement à cela, une nouvelle crise de la croissance à l'échelle mondiale a éclaté en

2001, avec la suraccumulation des capitaux matériels et financiers. Puis, contrairement aux croyances d'une reprise rapide en 2002, on a assisté à un ralentissement de l'activité qui s'annonce comme bien plus durable qu'après les précédentes phases de difficultés conjoncturelles. Et, désormais, on peut envisager que même une reprise ultérieure pourrait déboucher sur une croissance « molle » très insuffisante.

C'est dans ce contexte que toutes les contraintes, non seulement du Pacte de stabilité, mais de toute la construction monétaire et financière européenne s'avè-

rent intenables, *a fortiori* avec la perspective de l'élargissement.

Un desserrement s'impose car grandit le risque de faire sombrer toute l'Union dans la déflation que, d'ailleurs, commence à connaître l'Allemagne, alors que, déjà, ce pays présente un déficit public dépassant les 3% du PIB.

Le refus de toucher à la BCE

La construction que l'on nous présente depuis des années comme idéale, nécessaire et sans aucune alternative possible, s'avère en fait impossible...

D'où les remarques de Romano Prodi contre le dogmatisme " stupide " des gardiens les plus zélés du pacte et ses efforts, pour sauver cette construction, en cherchant à jouer sur des marges qui ne peuvent être qu'infimes.

C'est que tous continuent de ne pas vouloir toucher à ce qui est le plus fondamental, c'est à dire la monnaie, le crédit, la BCE donc. Et ils redoublent d'efforts pour protéger cette institution de la protestation montante.

Ainsi, les dirigeants européens ont été obligés de repousser à 2006 l'échéance naguère adoptée qui fixait à 2004 l'horizon d'un retour à une « situation proche de l'équilibre » des finances publiques des pays en déficit.

Mais ce relâchement du calendrier s'accompagne en réalité d'un durcissement de la discipline exigée, avec des réformes structurelles régressives. C'est ce que confirment les injonctions récentes de la commission de Bruxelles en direction de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de la Grèce.

Tout cela pose, en fait, des problèmes de plus en plus compliqués de gouvernance aux dirigeants européens...

Le débat sur le Pacte de stabilité, s'il est très significatif, sert donc aussi de soupape, pour empêcher une convergence des protestations et des exigences de réforme sur la BCE qui constitue, elle, le cœur de la construction. C'est que cette construction a été tout entière conçue pour le marché financier, et non pour répondre aux attentes sociales et culturelles des popula-

tions : avec une monnaie unique « forte » pour attirer les capitaux et non une monnaie commune pour développer les salariés et les populations ; avec une Banque centrale dont les statuts dépendent d'un traité, une Banque centrale exempte de tout contrôle politique et qui n'a à se préoccuper que de l'inflation.

On mesure combien cette orientation va poser encore plus de problèmes avec l'élargissement... Quelle folie !

La Réserve fédérale des Etats-Unis, elle, est officiellement obligée de se préoccuper de l'emploi. Elle est assujettie à une forme de contrôle politique du Congrès, lequel dispose du pouvoir de changer à tout instant ses statuts.

Il est vrai que les Etats-Unis jouissent du pouvoir exorbitant du dollar, mais ils n'hésitent pas, eux, à créer de la monnaie, à mobiliser leur système de crédit et leur budget pour soutenir et stimuler leur croissance réelle.

Les dirigeants de l'Union, ultra ou sociaux-libéraux, ne peuvent répondre à ces exigences car toute leur construction, conçue pour le marché financier, s'y oppose absolument.

Cependant, on voit monter dans les milieux europhiles les plus éclairés, les moins dogmatiques, des interrogations fortes sur la BCE, avec l'exigence d'une baisse significative des taux d'intérêt et l'introduction d'un objectif d'emploi dans ses missions.

C'est important, mais cela ne suffit pas.

Premièrement, en effet, les baisses fortes et multiples des taux d'intérêt depuis 2001 n'ont pas empêché la crise de la croissance et la relance du chômage aux Etats-Unis, comme elles n'ont pas empêché l'enfoncement du Japon dans la déflation.

Deuxièmement, une baisse générale des taux d'intérêt de la BCE, comme cela a déjà eu lieu depuis 1998, ne sert qu'à rendre le crédit plus facile pour les placements, les exportations de capitaux aux Etats-Unis, la spéculation.

Au total tout indique qu'aujourd'hui une relance publique de type traditionnel est vouée à l'échec car elle contribue, en fait, à accentuer la domination des marchés financiers.

C'est pour cela qu'une baisse des taux d'intérêt forte mais très sélectivement orientée en faveur de l'emploi et de la formation est urgente.

Ce qui exige une remise en cause de l'« indépendance » de la BCE. Celle-ci pourrait être contrôlée et orientée par une réunion du Parlement européen et des parlements nationaux. Ces derniers, en dialogue avec leur banque centrale nationale respective, disposeraient d'un pouvoir de modulation de la distribution du crédit bancaire dans leur pays, grâce à la possibilité de subventions publiques (bonifications) baissant les taux d'intérêt qui seraient d'autant plus fortes que les projets à financer programmeraient d'emplois et de formation (1).

Simultanément, il s'agirait d'ouvrir tout ce champ à l'in-



La BCE pourrait être contrôlée et orientée par une réunion du Parlement européen et des parlements nationaux

tervention décentralisée des salariés, des citoyens, des syndicats et associations, des élus, avec le pouvoir de proposer des projets d'emplois et de formations, de développement des activités, susceptibles de solliciter, dès le terrain, le crédit bancaire.

Une concertation de toutes ces interventions pourrait être organisée jusqu'au niveau européen, avec une transformation profonde du Comité économique et social européen et du Comité des régions.

Enfin, bien sûr, une taxation des revenus financiers inter-nationaux serait nécessaire. Mais il conviendrait surtout de faire reculer le financement des entreprises par appel au marché financier dans toute l'Union.

A cette fin, la BCE pourrait appuyer, en le « refinançant », l'essor d'un nouveau crédit à long terme dans chaque pays européen. Il serait lui-même sélectif, c'est à dire qu'il favoriserait, avec des taux d'intérêt très abaissés, l'emploi, la formation, la recherche, mais dissuaderait les investissements financiers et spéculatifs, avec des taux d'intérêt relevés.

Le Système européen de banques centrales pourrait également soutenir, par création monétaire, l'essor de dépenses budgétaires en matière de santé, de recherche, d'éducation et de formation... Après tout, la monnaie de la BCE serait beaucoup mieux utilisée à racheter des titres publics émis dans ce but qu'à racheter massivement, comme aujourd'hui, des bons du Trésor des Etats-Unis !

Cela permettrait de sortir du Pacte de stabilité et de donner un tout autre sens à la recherche d'une gouvernance économique de l'Union.

L'essor de ces nouveaux financements contribuerait à l'avancée de nouveaux critères de gestion d'efficacité

sociale dans les entreprises, particulièrement dans les entreprises publiques et mixtes, où il s'agirait aussi de développer des pouvoirs effectifs d'intervention et de contre-proposition des salariés et de leurs organisations. Cela permettrait de contrer le mouvement actuel de privatisation avec le démantèlement des services publics.

Pour un nouveau traité de l'Union

Cette voie est certes ambitieuse. Elle s'inscrit dans la visée d'un nouveau traité de l'Union. Elle appelle un haut niveau de luttes communes et convergentes. Mais elle est à la mesure des défis du moment, en cherchant un progrès radical du modèle social européen vers un système de sécurité d'emploi ou de formation, allant bien au-delà du « plein-emploi » de jadis. Il s'agirait en effet de conquérir le droit pour chacun-e à des rotations choisies entre emploi et formation tout au long de sa vie active avec la garantie de bons revenus et de droits relevés. Déjà, d'ailleurs, cette voie se cherche, selon nous, au travers des luttes contre les licenciements et pour de bons reclassements avec les formations nécessaires, ou des luttes pour la transformation des emplois précaires en emplois stables et correctement rémunérés ou encore des luttes des chômeurs et des Rmi'stes pour l'accès ou le retour à l'emploi choisi avec des formations elles-mêmes choisies...

Cette voie réaliste répondrait au besoin absolu d'une relance commune en Europe très différente des relances publiques traditionnelles. Ce faisant, elle permettrait de dépasser la fausse alternative entre la fuite en avant dans

le fédéralisme et le rejet de toute coordination qui entraînerait la prédominance d'un grand marché ouvert à l'imperial libéralisme des Etats-Unis.

Cette voie peut être explorée car ce qui se passe aujourd'hui est indicatif du fait que le débat sur toutes ces questions, très technique et confiné au sommet jusqu'ici, tend à devenir politique. Et cela, alors même que les pays européens deviennent dépositaires d'une responsabilité considérable dans le monde face à l'agressivité des Etats-Unis, pour une véritable coopération mondiale de co-développement avec les pays en développement et émergents. L'euro utilisé autrement pourrait contribuer à promouvoir un nouveau système monétaire international avec une monnaie commune mondiale mettant fondamentalement en cause la domination du dollar.

Ne faut-il pas aller hardiment sur tous ces terrains, au contact des luttes, avec des propositions alternatives à celles avancées par les ultra et sociaux libéraux ? Ce sera d'ailleurs nécessaire pour contrer les populismes qui cherchent à récupérer les désillusions engendrées par l'échec mondial du social-libéralisme, en ouvrant une perspective novatrice et rassembleuse aux plans politique, économique et social. n

1. Cf. *Economie et Politique*, septembre-octobre 2002, « La crise, l'Europe, le monde, défis de radicalité des solutions », Paul Boccaro.

ABONNEMENT

- FRANCE 1 an : 50 € (328 F) 2 ans : 95 € (623,15 F)
- TARIF ETUDIANT 1 an : 43 € (282,05 F) 2 ans : 84 € (551 F)
- ETRANGER 1 an : 74 € (485,40 F) (frais de port par voie maritime inclus)

Nom : Prénom :

Entreprise ou organisation :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél :

- Abonnement à partir du n° pris à envoyer
- Règlement espèce chèque postal ou bancaire
- sur facturation (pour un organisme)

Economie et Politique - 2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
 Tél : 01.40.40.13.47 - Fax : 01.40.40.13.95 - E-mail : ecopo@club-internet.fr